



Elections présidentielles et législatives : PAR NOS LUTTES ET PAR NOS VOTES TOUS ENSEMBLE GAGNONS LE PROGRES SOCIAL

→ Pour nos industries

La France importe aujourd'hui plus de 50 % des produits indispensables à la population. La consommation dépend désormais, pour une grande partie, des importations issues des délocalisations entraînant la disparition pure et simple d'industries et des emplois qui vont avec.

■ LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET L'EUROPE AU SERVICE DE LA FINANCE :

La politique européenne porte l'ouverture des marchés économiques et financiers, sans droits douaniers internes, créant un espace pour acheter, vendre des marchandises et services quasiment sans contrôle, au détriment des enjeux sociaux et écologiques.

Le monde est devenu, pour les multinationales, un marché. La loi de la jungle capitaliste s'assoit sur la souveraineté des peuples, détruit l'économie de pays entiers, délocalise pour fabriquer dans des conditions inhumaines et gravement polluantes.

Le chantage à l'emploi fait partie de leurs méthodes pour s'imposer, obtenir des avantages fiscaux ici ou là. Tous les peuples en souffrent, que ce soit ceux qui produisent avec peu ou pas de droits sociaux, sans règles de protection de la santé ou ceux qui subissent la délocalisation de leur travail.

Tout cela est rendu légal car les multinationales bénéficient de la complicité d'élus, des institutions internationales et de l'Union Européenne.

L'instauration d'une règle sociale, économique, fiscale doit permettre de mettre fin à ce règne de la finance qui se nourrit, s'enrichit de l'exploitation d'êtres humains. Si la CGT est favorable à laisser circuler les hommes et les femmes, il y a nécessité aujourd'hui d'instaurer un contrôle et des règles sur la circulation des marchandises, pour faire respecter la valeur sociale du travail dans chaque pays et d'interdire tout gain, tout profit, obtenus

par le moins-disant social, le dumping social : la concurrence entre salariés et entre territoires qui nivèle vers le bas les droits et conditions sociales de tous.

■ UN BOULIER CONTRE LE COUT DU CAPITAL :

L'Union Européenne, au service du capital, refuse d'instaurer des règles économiques et sociales qui mettent en cause les profits des multinationales, des banquiers : la régulation ou maîtrise du capital avec des principes de "bonnes conduites" ne remettent pas en cause le système et portent toujours la réduction "du coût du travail" ou la libéralisation des marchés.

"Changer l'Europe" demande autre chose que des slogans sans contenus concrets. Le bouclier contre le dumping social, fiscal, environnemental doit prendre la forme d'une taxe sur les importations qui supprime le profit patronal en valorisant le travail humain. Cette contribution financière serait calculée sur la différence de la valeur sociale du travail (salaires et droits sociaux), entre le pays de production et le pays de la vente.

Ce bouclier permettra de construire les coopérations et les solidarités mutuellement avantageuses pour les peuples, dans le respect de l'identité de chaque histoire sociale et fera barrage à l'exploitation capitaliste, à la concurrence entre salariés.

C'est la seule alternative sociale à la mondialisation capitaliste, qui rassemble les travailleurs à l'échelle internationale, sans tomber dans le repli nationaliste.

■ REAPPROPRIATION COLLECTIVE DES RICHESSES :

Depuis plus de 30 ans, c'est au nom de l'emploi que les gouvernements successifs justifient les cadeaux offerts aux entreprises sous forme d'exonérations de cotisations sociales, de Crédit Impôt Compétitivité Emploi, Crédit Impôt Recherche... Il faut mettre fin aux 4 000 dispositifs de détournement des richesses créées et de nos impôts vers les capitalistes et les actionnaires qui représentent près de 240 milliards d'€ chaque année.

Nos industries pourraient bien se porter avec ces milliards d'argent public qui vont directement dans les poches des nantis. Malgré cette manne d'argent public, ce sont fermetures d'usines, suppressions d'emplois. Pour 2016, ce sont 56 milliards de profits qui ont été reversés aux actionnaires.

Il est inacceptable et scandaleux que l'argent public, les richesses qui sont les fruits de notre travail, soient accaparés par une minorité au détriment des investissements productifs, de la recherche et développement, du renouvellement des savoir-faire, de l'emploi qualifié.

Et pour chaque cadeau, le gouvernement finance les comptes par des réductions de dépenses publiques, des politiques d'austérité qui ne permettent plus de financer des Services Publics de qualité, indispensables au développement de l'industrie. Pour sa part, le développement de ces services dépend aussi de l'existence et de la puissance d'un appareil productif.

Les milliards sont là, il suffit de les attribuer pour un réel développement économique et social du

pays, au service du plus grand nombre et non pour multiplier la richesse de quelques-uns.

■ REAPPROPRIATION COLLECTIVE DES ENTREPRISES STRATEGIQUES :

Les stratégies patronales, avec la complicité des gouvernements successifs, ont priorisé la financiarisation de la gestion des entreprises industrielles et ont fragilisé l'industrie dans sa capacité à répondre aux besoins économiques, sociaux et environnementaux. Le capitalisme n'ayant pas vocation à répondre à l'intérêt général, l'appropriation collective des entreprises et, en premier lieu, celles ayant une importance stratégique, est indispensable pour le développement économique et social.

■ PAS DE RECONQUETE INDUSTRIELLE SANS SALARIES :

C'est aussi au nom de l'emploi, de la baisse du soi-disant "coût du travail" que ce gouvernement nous a imposé ses lois de régression sociale : "le Pacte de Responsabilité, la "loi Macron", la "loi Rebsamen", la "loi Travail" dont nous continuons à exiger l'abrogation...qui détruisent les droits et garanties collectives des salariés, avec des conséquences dramatiques sur l'emploi, l'évolution des salaires, le temps de travail et de repos, les réglementations d'hygiène et sécurité, qui détériorent gravement nos conditions de travail.

Le travailleur est au cœur de notre choix de société et d'une stratégie de développement répondant aux enjeux économiques, sociaux, environnementaux.

La CGT revendique :

- 1. la réappropriation des richesses créées par le travail pour financer le développement de l'industrie : investissements productifs, recherche et développement, renouvellement des savoir-faire et de l'emploi qualifié,**
- 2. la réappropriation collective des entreprises et, en premier lieu, celles ayant une importance stratégique,**
- 3. une planification industrielle et écologique favorisant la relocalisation des productions au plus près de la consommation,**
- 4. l'instauration d'un bouclier social, c'est-à-dire une contribution financière sur chaque produit importé, calculée sur la différence de la valeur sociale du travail (salaires et droits sociaux), entre le pays de production et le pays de la vente, pour mettre fin au dumping social et fiscal,**
- 5. la construction de coopérations et de solidarités dans l'intérêt mutuel des peuples, seule alternative à la mondialisation capitaliste, qui rassemble les travailleurs sans tomber dans le repli nationaliste,**
- 6. les richesses créées par les salariés, les mutations technologiques, doivent servir aux salariés et au financement de la Protection Sociale, permettre d'améliorer les conditions de travail et de vie en réduisant le temps de travail à 32 H sans perte de salaire. Le numérique doit servir au progrès social et ne pas être un outil au service du capital.**